

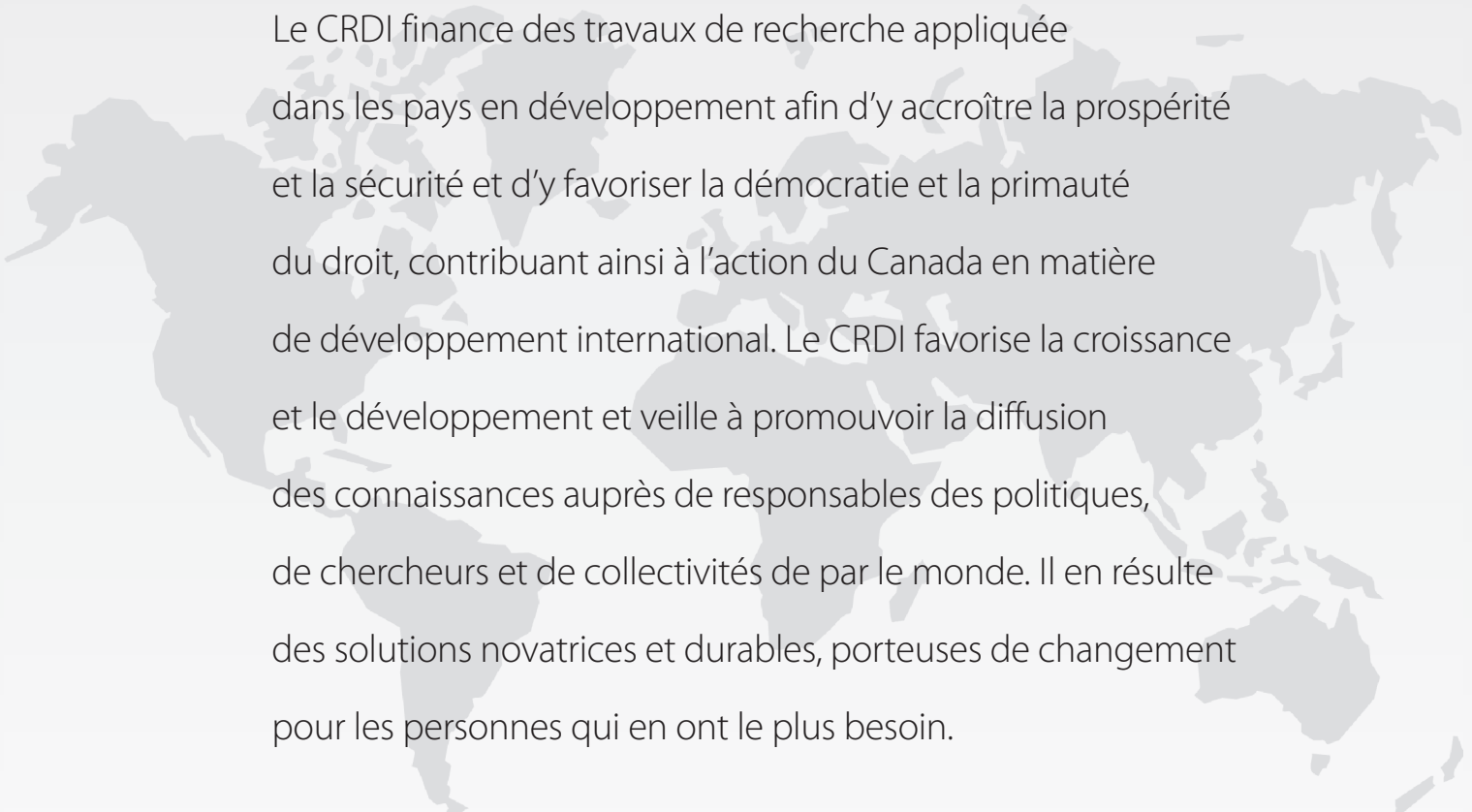


Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 31 décembre 2013

CRDI

De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Table des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- 1 Introduction
- 2 Résultats
- 3 Vue d'ensemble consolidée
- 9 Évolution de la situation du Centre
- 9 Gestion du risque
- 9 Perspectives

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS

- 11 Déclaration de responsabilité de la direction
- 13 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 14 État intermédiaire résumé du résultat global
- 15 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 16 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 17 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

Analyse de la direction

Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du troisième trimestre qui a pris fin le 31 décembre 2013. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la norme publiée par le contrôleur général du Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor).

L'information financière présentée dans le présent document de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2012-2013* du CRDI s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, à moins d'indication contraire.

Budget 2013-2014 du CRDI

Le budget initial de l'exercice 2013-2014 a été établi et approuvé avant le début de l'exercice. C'est sur ce budget que sont fondées les sommes budgétaires qui ont été présentées dans le *Rapport annuel 2012-2013* du CRDI. Ainsi que l'illustre le tableau 1, le budget initial a été révisé au milieu de l'exercice par suite de modifications apportées aux prévisions de départ en fonction de l'information plus à jour dont on disposait. Le budget révisé est le budget sur lequel se fondent tous les gestionnaires du CRDI. La baisse observée dans les produits découle principalement de nouvelles prévisions en ce qui concerne les contributions de bailleurs de fonds et les produits financiers attendus. Le budget des charges a également été rajusté, de manière à tenir compte de prévisions actualisées en matière de charges, principalement en ce qui concerne le Fonds d'innovation pour le développement (FID) et les contributions de bailleurs de fonds.

TABLEAU 1. BUDGET RÉVISÉ

(en milliers de dollars)	Budget initial 2013-2014	Budget révisé 2013-2014	Amendements au budget
Produits	54 636	52 148	(2 488)
Moins les charges	256 164	248 525	7 639
Coûts d'exploitation	(201 528)	(196 377)	5 151
Plus le crédit parlementaire	201 705	202 486	781
Résultats d'exploitation nets	177	6 109	5 932

Résultats

Figure 1. Aperçu de la situation financière

(pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre)

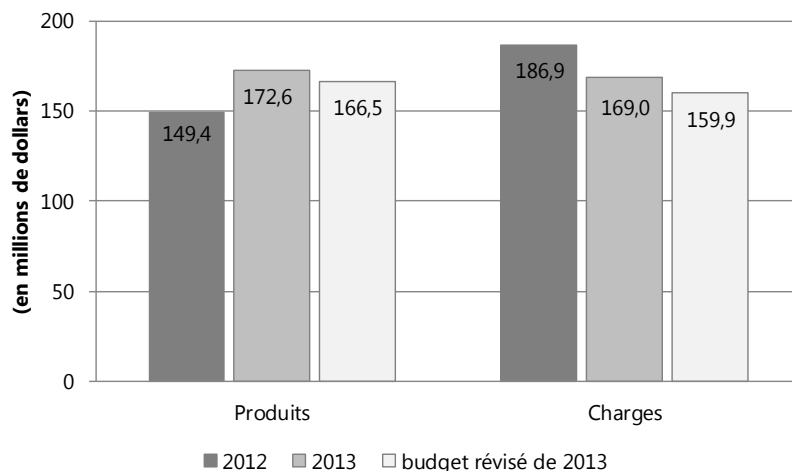


TABLEAU 2. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 ^a
	Réalisations 2012	Réalisations 2013		
Produits	29 761	38 354	28,9 %	52 148
Charges	186 896	169 015	(9,6%)	248 525
Coûts d'exploitation	(157 135)	(130 661)	16,8 %	(196 377)
Crédit parlementaire	119 668	134 213	12,2 %	202 486
Résultats d'exploitation nets	(37 467)	3 552	109,5 %	6 109

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 3. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre				Budget révisé 2013-2014 ^a
	2012	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	2012	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
Total des produits	50 706	54 238	79 873	57,5%	149 429	166 517	172 567	15,5%	254 634
Crédit parlementaire	40 120	40 258	65 117	62,3%	119 668	131 753	134 213	12,2%	202 486
Contributions de bailleurs de fonds	9 930	13 765	14 571	46,7%	27 833	34 210	37 741	35,6%	51 390
Produits financiers et autres produits	656	215	185	(71,8%)	1 928	554	613	(68,2%)	758

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Les produits du Centre proviennent de diverses sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds, produits financiers et autres produits (ces deux derniers types de produits étant regroupés en une seule catégorie).

TABLEAU 4. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Crédit parlementaire	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Budget révisé 2013-2014 ^a
	Réalisations 2012	Réalisations 2013	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	113 985	96 032	(15,8 %)	143 653
Partie non récurrente	4 678	37 654	704,8 %	58 517
Portion du crédit reçue	118 664	133 686	11,2 %	202 170
Portion du crédit amortie	1 004	527	(47,5 %)	315
Portion du crédit comptabilisée	119 668	134 213	10,8 %	202 485
Portion du crédit à recevoir	37 559	68 485	82,3 %	-

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013, le prélèvement sur le **crédit parlementaire** s'est élevé à 133,7 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 11,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2012-2013, alors qu'il était de 118,7 millions de dollars. La partie **récurrente** du crédit parlementaire du Centre a diminué de 18 millions de dollars (soit 15,8 %) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette réduction découle de deux facteurs : primo, la deuxième année de mise en oeuvre des mesures de réduction des dépenses dans la foulée du *Plan d'action économique du Canada de 2012*; secundo, l'adoption d'une nouvelle stratégie de prélèvement sur le crédit parlementaire en vertu de laquelle le montant réel des prélèvements du Centre fluctue

en fonction des besoins saisonniers. La hausse du montant réel du cumul à ce jour de la partie **non récurrente** du crédit parlementaire est quant à elle attribuable principalement au rééchelonnement de la partie du crédit destinée au FID (33,4 millions de dollars au 31 décembre 2013 contre zéro pour la période correspondante de l'exercice précédent).

Le tableau 5 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013.

TABLEAU 5. UTILISATION DE LA PORTION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE REÇUE

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Budget révisé 2013-2014 ^a
	Réalisations 2012	Réalisations 2013	
Total des charges	186 896	169 015	248 525
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	27 833	37 741	51 390
Renflouement de la réserve financière	159 063	131 274	197 135
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 116	4 465	3 580
	708	1 264	2 677
Sommes totales nécessaires	160 887	137 003	203 392
Portion du crédit parlementaire reçue	118 664	133 686	202 170
Somme non utilisée (manque à gagner)	(42 223)	(3 317)	(1 222)

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

La réserve financière a été renflouée afin de compenser la diminution ayant résulté de régularisations de fin d'exercice qu'il a fallu effectuer relativement à des charges supplémentaires afférentes à des projets de recherche en 2012-2013. Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013, la somme totale nécessaire a été supérieure de 3,3 millions de dollars au prélèvement sur le crédit parlementaire, en raison des charges à payer ainsi que du moment où le prélèvement a été effectué. La demande de prélèvement de janvier a tenu compte de la nécessité de compenser les fonds qui manquaient au troisième trimestre. Comme l'indique le tableau 5, on prévoit que les fonds manquants atteindront 1,2 million de dollars pour l'exercice 2013-2014. Ce manque à gagner sera couvert par les autres produits du Centre ainsi que par une modeste réduction des capitaux propres réservés (se reporter au tableau 9).

Au troisième trimestre, les **contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement** ont augmenté de 46,7 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et ont atteint 14,6 millions de dollars comparativement à 9,9 millions. Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013, les contributions de bailleurs de fonds ont augmenté de 35,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2012-2013 et se sont élevées à 37,7 millions de dollars comparativement à 27,8 millions. Les contributions de bailleurs de fonds, reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur

les charges). L'écart observé par rapport à l'exercice précédent découle directement des dépenses plus élevées effectuées dans le cadre de nouveaux accords de partenariat pluriannuels conclus vers la fin de l'exercice 2012-2013.

Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

TABLEAU 6. CHARGES

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre				Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre				Budget révisé 2013-2014 ^a		
	2012		2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	2012		2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations	Budget révisé		Réalisations	Budget révisé	Réalisations			Budget révisé
Total des charges	53 543	46 832	71 458	33,5 %	186 896	159 874	169 015	(9,6 %)	248 525		
Programmation en recherche pour le développement											
Projets de recherche											
Financés par le crédit parlementaire	29 289	20 130	43 589	48,8 %	113 834	82 524	90 265	(20,7 %)	140 725		
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	7 989	10 753	12 068	51,1 %	22 277	26 655	30 857	38,5 %	40 580		
Renforcement des capacités											
Renforcement des capacités de recherche	8 854	8 417	8 590	(3,0 %)	27 423	27 647	26 086	(4,9 %)	36 800		
Éléments complémentaires de la recherche	2 185	2 342	2 161	(1,1 %)	6 698	7 267	6 783	1,3 %	9 408		
	48 317	41 642	66 408	37,4 %	170 232	144 093	153 991	(9,5 %)	227 513		
Services généraux et administratifs	5 226	5 190	5 050	(3,4 %)	16 664	15 781	15 024	(9,8 %)	21 012		

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Les **charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire** sont supérieures aux prévisions budgétaires pour le trimestre, mais elles sont moins élevées que pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution d'un exercice à l'autre découle directement des mesures de réduction des charges adoptées dans la foulée du *Plan d'action économique du Canada de 2012* de même que du rééchelonnement des dépenses afférentes au FID jusqu'à l'exercice 2016-2017.

TABLEAU 7. PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE

	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 ^a
	2012		2013		
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
Projets de recherche	92 584	58 024	69 697	(24,7 %)	101 894
Fonds d'innovation pour le développement	21 250	24 500	20 568	(3,2 %)	38 831
Total financé par le crédit parlementaire	113 834	82 524	90 265	(20,7 %)	140 725

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Le tableau 7 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux *projets de recherche financés par le crédit parlementaire* mentionnées au tableau 6. L'écart relatif aux projets de recherche s'explique surtout par le fait que des versements ont été faits à des projets plus tôt que ce n'était prévu. Résultat : on s'attend à ce qu'il y ait dépassement d'environ 1,7 % du budget des charges au titre des projets de recherche à la fin de l'exercice. En ce qui a trait au FID, l'écart par rapport aux prévisions s'explique par le fait que les versements au titre du FID n'ont pas été effectués dans la dernière partie du troisième trimestre mais ont plutôt été reportés au début du quatrième trimestre.

Les **charges réelles au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds** au troisième trimestre de l'exercice 2013-2014 et pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013 ont augmenté par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse était attendue, et les prévisions budgétaires pour l'exercice étaient supérieures aux réalisations de l'exercice 2012-2013. La hausse des charges au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds découle du passage à la vitesse supérieure souhaitée des activités de programme de certains partenariats d'envergure.

La diminution d'un exercice à l'autre, aussi bien pour le troisième trimestre que pour les neuf premiers mois de l'exercice, des charges au titre du **renforcement des capacités de recherche** est directement reliée à la réduction du crédit parlementaire prévue dans le *Plan d'action économique du Canada de 2012*. La hausse des charges à ce titre couvertes par des contributions de bailleurs de fonds qui a découlé de la signature de nouveaux accords pendant l'exercice 2012-2013 a partiellement compensé cette diminution. Le fait que les charges sont inférieures aux prévisions budgétaires est attribuable, entre autres, aux sommes inférieures consacrées aux salaires et avantages sociaux en raison de postes non dotés, ainsi qu'à la diminution des déplacements et au recours moindre aux services professionnels.

Il y a eu une hausse de 1,3 % de la composante **éléments complémentaires de la recherche** du renforcement des capacités au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de même que l'écart observé entre les réalisations et le cumul prévu au 31 décembre 2013 s'expliquent par le moment où les activités sont réalisées au cours de l'exercice.

La baisse observée en ce qui a trait aux **services généraux et administratifs** au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois ayant pris fin le 31 décembre 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2012-2013 est attribuable principalement à la consolidation, maintenant terminée, des bureaux régionaux, qui sont passés de six à quatre, dans le cadre de la stratégie de réduction des dépenses que le Centre a adoptée au vu de la réduction de son crédit parlementaire. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires provient du recours moindre aux services professionnels et de la diminution des déplacements.

Situation financière

TABLEAU 8. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

(en milliers de dollars)	Décembre 2013	Mars 2013	Écart en %
Actifs totaux	69 045	65 379	5,6 %
Courants	59 116	55 104	7,3 %
Non courants	9 929	10 275	(3,4 %)
Passifs totaux	53 341	53 227	0,2 %
Courants	47 386	48 248	(1,8 %)
Non courants	5 955	4 979	19,6 %

Au 31 décembre 2013, les **actifs** totaux avaient augmenté de 5,6 % (de 65,4 millions de dollars à 69 millions) par rapport au 31 mars 2013. La hausse des actifs courants est directement attribuable à l'augmentation des produits provenant des contributions de bailleurs de fonds (se reporter à la page 4) pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013.

Les **passifs** totaux sont relativement stables par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2013.

La direction est en train de se pencher sur la composition du fonds de roulement et sur les restrictions qui y sont associées en vue d'améliorer la divulgation de l'information à ce sujet dans les futurs rapports.

TABLEAU 9. CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 ^a
	2012	2013			
	Réalisations	Budget révisé ^a	Réalisations		
Total des capitaux propres	66 367	18 795	15 704	(76,3 %)	18 261
Non affectés	14 387	2 629	(529)	-	1 505
Affectés à l'interne	34 138	1 166	1 133	(96,7 %)	1 169
Nets investis en immobilisations	10 249	10 577	9 929	(3,1 %)	11 301
Réservés	7 593	4 423	5 171	(31,9 %)	4 286

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

À la fin du troisième trimestre, les **capitaux propres affectés à l'interne** sont pratiquement au même niveau qu'au début de l'exercice. Le *Rapport annuel 2012-2013* décrit en détail en quoi consistaient les capitaux propres affectés à l'interne au cours de cet exercice et précise qu'ils avaient été entièrement utilisés au 31 mars 2013.

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 9,9 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette catégorie de capitaux propres compense les charges d'amortissement futures des immobilisations; il ne s'agit pas de liquidités, cette somme correspondant au montant des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

Au 31 décembre 2013, les **capitaux propres réservés** étaient inférieurs de 31,9 % à ce qu'ils étaient à la même date en 2012, baisse qui est directement reliée à la réduction des charges du Centre (se reporter au tableau 6). Cette composante des capitaux propres a pour but de dégager un fonds de roulement et de faire en sorte que le Centre ait les moyens de se protéger des effets des fluctuations au moment de passer en charges les engagements en cours au titre des programmes. Quand les charges sont moindres, le risque qu'il y ait fluctuation est également moindre. Les capitaux propres réservés au 31 décembre 2013 comprennent également une somme destinée à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles qui devrait être entièrement utilisée d'ici la fin de l'exercice.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent habituellement au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés. Le solde est négatif pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013 (se reporter au tableau 7) en raison de l'écart entre le moment prévu pour les charges reliées aux projets et celui où elles ont réellement été engagées et entre le moment prévu pour les produits provenant du crédit parlementaire et celui où ils ont réellement été comptabilisés. Les capitaux propres non affectés ont été renfloués en janvier 2014, quand le prélèvement nécessaire a été effectué sur le crédit parlementaire.

Flux de trésorerie

TABLEAU 10. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2012	Réalisations 2013		Réalisations 2012	Réalisations 2013	
	Résultats d'exploitation nets	(2 837)		8 415	11 252	
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie (Sorties) rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	(6 525)	(193)	6 332	43 402	(2 331)	(45 733)
Achats de placements	(35 794)	0	35 794	(138 762)	(25 178)	113 584
Placements arrivés à échéance	44 133	10 468	(33 665)	141 777	66 099	(75 678)
Autres	(266)	(908)	(642)	(614)	(1 334)	(720)
Rentrées de fonds liées aux activités d'investissement	8 073	9 560	1 487	2 401	39 587	37 186
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 289)	17 782	19 071	8 336	40 808	32 472
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	19 119	23 607	4 488	9 494	581	(8 913)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	17 830	41 389	23 559	17 830	41 389	23 559

Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2013, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet d'augmenter les flux de trésorerie de 1,2 million de dollars (alors qu'ils les avaient augmentés de 5,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice 2012-2013). En ce qui concerne les **autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie**, la variation est attribuable principalement à des créances et des revenus reportés plus élevés de même qu'à la diminution des créditeurs et charges à payer.

Pour ce qui est des flux de trésorerie liés aux **activités d'investissement** au 31 décembre 2013, il y a eu augmentation de 37,2 millions de dollars par rapport à la même date en 2012 en raison d'une diminution des nouveaux placements. Il y a lieu de noter que la plus grande partie des liquidités dont le Centre dispose à la fin de la période est destinée à des projets et des programmes financés par des bailleurs de fonds.

Évolution de la situation du Centre

Au cours du trimestre, le CRDI et la Fondation William et Flora Hewlett ont signé un accord de cofinancement visant une période de cinq ans pour la deuxième phase d'activités de l'Initiative Think tank. Au cours de cette période, la contribution de la Fondation Hewlett s'élèvera à 21,3 millions de dollars et celle du CRDI, à 2,2 millions. L'apport de la Fondation Hewlett sera comptabilisé à titre de produit provenant d'une contribution d'un bailleur de fonds pendant toute la durée de cette deuxième phase.

Le déménagement du Bureau régional de l'Afrique subsaharienne du CRDI dans d'autres locaux dans la ville de Nairobi, au Kenya, est maintenant chose faite.

Gestion du risque

En ce qui concerne les risques, il n'y a eu aucun changement important par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2012-2013*.

Perspectives

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes que ceux qui sont décrits dans le *Rapport annuel 2012-2013*.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 31 décembre 2013 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

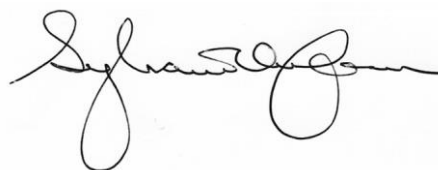
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,



Jean Lebel, Ph.D.

Le vice-président, Ressources,
et chef de la direction financière,



Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada
Le 19 février 2014

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité) au
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>31 décembre 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
Actifs		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 389	581
Placements	9 778	50 795
Créances	7 126	1 984
Frais payés d'avance	823	1 744
	<u>59 116</u>	<u>55 104</u>
Non courants		
Immobilisations corporelles	7 041	7 423
Immobilisations incorporelles	2 888	2 852
	<u>69 045</u>	<u>65 379</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	10 201	25 094
Provision aux fins de la restructuration	—	292
Produits reportés (note 5)	37 185	22 862
	<u>47 386</u>	<u>48 248</u>
Non courants		
Produits reportés (note 5)	1 660	615
Avantages du personnel	4 295	4 364
	<u>53 341</u>	<u>53 227</u>
Capitaux propres		
Non affectés	(529)	—
Affectés à l'interne	1 133	1 171
Nets investis en immobilisations	9 929	10 275
Réservés	5 171	706
	<u>15 704</u>	<u>12 152</u>
	<u>69 045</u>	<u>65 379</u>
Engagements (notes 8 et 11)		
Éventualités (note 9)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds (notes 6 et 12)	14 571	9 930	37 741	27 833
Produits financiers et autres produits (note 12)	185	656	613	1 928
	<u>14 756</u>	<u>10 586</u>	<u>38 354</u>	<u>29 761</u>
Charges				
Programmation en recherche pour le développement (note 10)				
<i>Projets de recherche</i>				
Financés par le crédit parlementaire	43 589	29 289	90 265	113 834
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	12 068	7 989	30 857	22 277
<i>Renforcement des capacités</i>				
Renforcement des capacités de recherche	8 590	8 854	26 086	27 423
Éléments complémentaires de la recherche	2 161	2 185	6 783	6 698
	<u>66 408</u>	<u>48 317</u>	<u>153 991</u>	<u>170 232</u>
Services généraux et administratifs (note 10)				
Services généraux	4 260	4 379	12 545	13 028
Administration des bureaux régionaux	790	847	2 479	3 636
	<u>5 050</u>	<u>5 226</u>	<u>15 024</u>	<u>16 664</u>
Total des charges	<u>71 458</u>	<u>53 543</u>	<u>169 015</u>	<u>186 896</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(56 702)	(42 957)	(130 661)	(157 135)
Crédit parlementaire (note 7)	65 117	40 120	134 213	119 668
Résultats d'exploitation nets	<u>8 415</u>	<u>(2 837)</u>	<u>3 552</u>	<u>(37 467)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Capitaux propres non affectés				
Au début de la période	(9 708)	11 274	—	10 996
Résultats d'exploitation nets	8 415	(2 837)	3 552	(37 467)
Virements des (aux) autres catégories de capitaux propres	764	5 950	(4 081)	40 858
Solde à la fin de la période	(529)	14 387	(529)	14 387
Capitaux propres affectés à l'interne				
Au début de la période	1 130	40 088	1 171	74 996
Augmentation (diminution) nette	3	(5 950)	(38)	(40 858)
Solde à la fin de la période	1 133	34 138	1 133	34 138
Capitaux propres nets investis en immobilisations				
Au début de la période	9 859	10 885	10 275	11 365
Augmentation (diminution) nette	70	(636)	(346)	(1 116)
Solde à la fin de la période	9 929	10 249	9 929	10 249
Capitaux propres réservés				
Au début de la période	6 008	6 957	706	6 477
(Diminution) augmentation nette	(837)	636	4 465	1 116
Solde à la fin de la période	5 171	7 593	5 171	7 593
Capitaux propres à la fin de la période	15 704	66 367	15 704	66 367

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Activités d'exploitation				
Résultats d'exploitation nets	8 415	(2 837)	3 552	(37 467)
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	697	346	1 539	1 095
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	—	276	96	937
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	140	555	140	634
Avantages du personnel	(57)	(2 861)	(68)	(3 150)
	780	(1 684)	1 707	(484)
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie				
Créances	(2 703)	2 869	(5 142)	24 455
Frais payés d'avance	299	402	922	397
Créditeurs et charges à payer	(4 499)	(5 016)	(15 186)	(7 002)
Produits reportés	5 930	(3 096)	15 368	26 036
	(973)	(4 841)	(4 038)	43 886
	8 222	(9 362)	1 221	5 935
Activités d'investissement				
Achats de placements	—	(35 794)	(25 178)	(138 762)
Placements arrivés à échéance	10 468	44 133	66 099	141 777
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(838)	(439)	(1 264)	(708)
(Coûts) produits nets de la cession d'immobilisations corporelles	(70)	173	(70)	94
Rentrées de fonds liées aux activités d'investissement	9 560	8 073	39 587	2 401
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	17 782	(1 289)	40 808	8 336
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	23 607	19 119	581	9 494
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	41 389	17 830	41 389	17 830
Composés de				
Trésorerie	41 389	17 830	41 389	17 830
Équivalents de trésorerie	—	—	—	—
	41 389	17 830	41 389	17 830

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le siège du Centre est situé au 150, rue Kent, à Ottawa, au Canada.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en se fondant sur les normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2013.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

4. Sommaire des principales conventions comptables

a. Généralités

Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2013.

b. Récentes prises de position

Le Conseil des normes comptables internationales a plusieurs activités en chantier; certaines auront une incidence sur les normes auxquelles le Centre doit se conformer, et ce dernier suit donc de près leur évolution. Des révisions et des ajouts aux normes pourraient se répercuter sur les états financiers et obliger le Centre à tirer des conclusions différentes. Le Centre est en train d'examiner les effets des modifications suivantes.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 31 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

- IAS 32 – *Instruments financiers : présentation*. Cette norme a été modifiée afin de préciser davantage les critères régissant la compensation des actifs financiers et des passifs financiers et la présentation du solde net dans l'état de la situation financière. Cette modification entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.
- IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*. Cette norme a été modifiée afin d'exiger la divulgation d'informations sur la valeur recouvrable des actifs dépréciés et la divulgation d'informations additionnelles au sujet de l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés. Cette modification entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.
- IFRS 9 – *Instruments financiers*. Le CNCI a l'intention de remplacer la norme IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* par la norme IFRS 9. La nouvelle norme guide la classification, la comptabilisation, la décomptabilisation et l'évaluation des actifs et des passifs financiers. Le Centre a choisi d'adopter par anticipation l'IFRS 9 (dans sa version de 2009) à compter du 1^{er} avril 2010. Depuis, d'autres modifications ont été apportées de manière à incorporer la norme IAS 39 dans la nouvelle norme, qui prévoit, entre autres, une date d'entrée en vigueur obligatoire de même que l'information à divulguer au passage à l'IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017.

5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds, ainsi que la portion non dépensée des sommes qui, dans le crédit parlementaire de certains exercices, sont reçues pour des projets et des programmes précis.

En voici les soldes.

	<u>31 décembre 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
Produits courants		
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement	37 185	22 335
Crédit parlementaire – projets et programmes précis	—	527
Total des produits courants	<u>37 185</u>	<u>22 862</u>
Produits non courants		
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement	1 660	615
	<u>38 845</u>	<u>23 477</u>

6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits comptabilisés à ce titre, qui comprennent les coûts d'administration recouvrés, se répartissent ainsi entre les différents bailleurs de fonds.

	<u>Trimestre qui a pris fin</u> <u>le 31 décembre</u>		<u>Période de neuf mois</u> <u>qui a pris fin le 31 décembre</u>	
	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada*	5 824	6 041	17 587	15 171
Fondation William et Flora Hewlett	3 129	1 315	7 452	4 427
Department for International Development du Royaume-Uni	3 525	799	7 474	1 939
Fondation Bill et Melinda Gates	1 563	1 382	4 010	4 472
Autres organismes bailleurs de fonds	530	381	1 218	1 806
Autres entités du gouvernement du Canada	—	12	—	18
	<u>14 571</u>	<u>9 930</u>	<u>37 741</u>	<u>27 833</u>

* anciennement Agence canadienne de développement international

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

7. Crédit parlementaire

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Crédit parlementaire approuvé pour l'exercice	226 170	241 646	226 170	241 646
Portion du crédit parlementaire rééchelonnée, non utilisée et annulée	—	(79 209)	—	(79 209)
Affectation bloquée	(24 000)	(6 214)	(24 000)	(6 214)
Crédit parlementaire total disponible	<u>202 170</u>	<u>156 223</u>	<u>202 170</u>	<u>156 223</u>
Portion du crédit parlementaire reçue au 31 décembre	64 891	39 555	133 686	118 664
Amortissement des sommes du crédit parlementaire qui sont reportées pour des projets et des programmes précis	226	565	527	1 004
Portion du crédit parlementaire comptabilisée dans l'état du résultat global	<u>65 117</u>	<u>40 120</u>	<u>134 213</u>	<u>119 668</u>

8. Engagements

a. Engagements au titre des programmes

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 309,1 millions de dollars (345,4 millions au 31 mars 2013) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 248,4 millions de dollars (294,4 millions au 31 mars 2013) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 60,7 millions de dollars (51,0 millions au 31 mars 2013) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	31 décembre 2013	31 mars 2013
D'ici un an	135 438	124 325
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	173 635	221 073
Total des versements à effectuer	<u>309 073</u>	<u>345 398</u>

b. Contrats de location simple

Le Centre est tenu de respecter divers engagements contractuels visant la location de locaux pour des bureaux au Canada et à l'étranger, ainsi que le logement de son personnel dans différents pays. Le Centre a signé un bail pour les nouveaux locaux qu'occupe son bureau de Nairobi, et le déménagement a eu lieu en décembre 2013. Les engagements au titre des contrats de location simple ont été rajustés en conséquence. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 31 décembre 2013, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements contractuels sont les suivants.

	31 décembre 2013	31 mars 2013
D'ici un an	7 389	7 395
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	30 860	30 712
Dans plus de cinq ans	30 533	38 116
Total des paiements à effectuer	<u>68 782</u>	<u>76 223</u>

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 31 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. Les procès sont en général caractérisés par l'incertitude, et leur dénouement est impossible à prévoir. En se fondant sur des avis juridiques, la direction estime, pour l'instant, qu'aucun passif ne peut en résulter.

10. Tableau des charges

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Programmation en recherche pour le développement				
Contributions aux projets de recherche	54 007	35 988	117 563	132 575
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 451	6 741	19 945	21 155
Salaires et avantages liés à des projets ^a	1 157	1 219	4 089	3 648
Locaux	996	879	2 913	2 778
Déplacements	1 061	957	2 968	2 949
Services professionnels	1 122	1 032	2 565	2 912
Amortissement	428	223	954	705
Charges liées à des projets ^a	548	397	1 473	1 231
Autres	638	881	1 521	2 279
	<u>66 408</u>	<u>48 317</u>	<u>153 991</u>	<u>170 232</u>
Services généraux et administratifs				
Salaires et avantages	3 194	3 237	9 949	10 725
Locaux	539	685	1 755	2 155
Fournitures de bureau et charges connexes	229	215	793	727
Amortissement	269	124	585	391
Mobilier de bureau, matériel et entretien	196	119	483	515
Services professionnels	159	331	418	712
Déplacements	200	187	303	490
Autres	264	328	738	949
	<u>5 050</u>	<u>5 226</u>	<u>15 024</u>	<u>16 664</u>
Total des charges	<u>71 458</u>	<u>53 543</u>	<u>169 015</u>	<u>186 896</u>

^a Comprennent toutes les parties administrées par le Centre des charges de projet associées aux Contributions aux projets de recherche qui sont financées pour une durée déterminée, en sus des activités de base. Les charges totales à ce titre s'élèvent à 1 705 \$ pour le trimestre (1 616 \$ au 31 décembre 2012) et à 5 562 \$ pour la période de neuf mois (4 879 \$ au 31 décembre 2012).

11. Rajustement relatif aux engagements au titre des programmes

En préparant les états financiers en date du 30 juin 2013, la direction a découvert que les engagements au titre des programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds étaient plus élevés qu'ils n'auraient dû l'être, car un projet qui avait pris fin au 31 mars 2012 avait été pris en compte, le solde des engagements en cours n'ayant pas été réduit en conséquence. Les effets des changements aux notes afférentes aux états financiers sont présentés dans le tableau suivant.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2013

(en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Engagements au titre des programmes

	Présentation antérieure 31 mars 2013	Effet du changement	Reclassement 31 mars 2013
Devant être financés par le crédit parlementaire	294 376	—	294 376
Devant être financés par des contributions de bailleurs de fonds	67 299	(16 277)	51 022
Total	<u>361 675</u>	<u>(16 277)</u>	<u>345 398</u>
D'ici un an	130 510	(6 185)	124 325
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	231 165	(10 092)	221 073
Total des versements à effectuer	<u>361 675</u>	<u>(16 277)</u>	<u>345 398</u>
	Présentation antérieure 31 mars 2012	Effet du changement	Reclassement 31 mars 2012
Devant être financés par le crédit parlementaire	359 646	—	359 646
Devant être financés par des contributions de bailleurs de fonds	94 327	(16 277)	78 050
Total	<u>453 973</u>	<u>(16 277)</u>	<u>437 696</u>
D'ici un an	154 563	—	154 563
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	299 410	(16 277)	283 133
Total des versements à effectuer	<u>453 973</u>	<u>(16 277)</u>	<u>437 696</u>

12. Reclassement

Deux changements ont été apportés à l'état du résultat global afin d'améliorer et de simplifier la présentation de l'information financière. La ligne Contributions de bailleurs de fonds englobe désormais l'ensemble du financement destiné aux programmes de recherche pour le développement et le recouvrement des coûts d'administration y afférents. En outre, les produits financiers et les autres produits sont regroupés à la ligne Produits financiers et autres produits.

Présentation antérieure

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds				
Financement de programmes de recherche pour le développement	13 256	9 044	34 362	25 399
Recouvrement des coûts d'administration	1 315	886	3 379	2 434
Produits financiers	71	263	221	965
Autres produits	114	393	392	963
	<u>14 756</u>	<u>10 586</u>	<u>38 354</u>	<u>29 761</u>
Reclassement				
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds	14 571	9 930	37 741	27 833
Produits financiers et autres produits	185	656	613	1 928
	<u>14 756</u>	<u>10 586</u>	<u>38 354</u>	<u>29 761</u>

Coordonnées

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE
CP 8500
Ottawa ON Canada
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE
150, rue Kent
Ottawa ON Canada
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163
Télécopieur : 1 613 238 7230
Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à www.crdi.ca.

Ce document est consultable en ligne à www.crdi.ca.

[crdi.ca](http://www.crdi.ca)